JOURNAL DU POLE EUROPE ET INTERNATIONAL DE LA FNME

INTER'ACTIF

Jan/Fev 2009

N° 16

Edito

Avec ce 1er numéro de 2009 s'ouvre une année qui pour beaucoup de travailleurs du monde sera compliquée. La sensation qui nous traverse est ambigüe. D'une part nous nous félicitons de la fin d'un cycle du système capitaliste que les progressistes et les révolutionnaires ont combattu, mais d'autre part nous savons que les conséquences vont nuire toujours plus aux salariés et à ceux qui ont le moins de ressources. A court terme la suite est malheureusement connue. La crise va poursuivre ses développements. Elle va continuer au plan financier car la quantité de capital fictif qu'il faudrait garantir pour maintenir la valeur des actifs est bien supérieure aux ressources des Etats eux-mêmes. Elle va frapper de plus en plus durement l'économie réelle. Elle va avoir des conséquences toujours plus violentes au plan social. Et donc politique. Il faut entendre ici que tout le système des relations sociales dans les pays va être mis sous tension. Et tout le système des relations internationales de même. La paix dans tous ses aspects va redevenir aussi une question de l'actualité et du concret, du local au global. La crise financière va donc se prolonger comme une crise économique, sociale, politique et géopolitique.

Son épilogue mortel pourrait bien être la crise écologique, qui était déjà là mais qui s'emballe. Qu'est ce qui va empêcher les voyous qui ont mené le monde jusqu'à cette catastrophe économique de nous amener jusqu'à la suivante, la totale, celle qui a commencé à détruire la planète tant il est vrai que les questions environnementales ne font pas parties des paramètres, ne font pas parties de l'équation ? Avec l'ampleur de la crise sociale et l'évidence de la crise écologique, un nombre sans précédent de gens perçoivent aujourd'hui que le capitalisme est toxique pour l'humanité. Mais il ne suffit pas de le percevoir pour pouvoir l'enrayer. Les crises offrent aussi des occasions, et loin de baisser les bras, le syndicalisme doit s'investir. Cela résume l'ampleur de la tâche de ceux qui, partout dans le monde, ont entrepris de lutter pour un autre partage des richesses et des pouvoirs et donc pour un autre système. Le pire pour les travailleurs ce ne sera pas la crise, mais si ils n'arrivaient pas à en tirer un monde nouveau.

Bernard RIEU
Pôle international de la FNME

pour nous contacter :
international@fnme-cgt.fr

mines-énergie la cgt

SOMMAIRE

PROCHE ORIENT

2 - La FNME condamne
2 - Empêcher le dépeçage
2 - Appel aux consciences
3 - Guerre et gaz naturel

EUROPE

3 - Euro manifestation

AFRICA

4 - Crise financière
5 - Situation en Guinée

AMERIQUE LATINE

6 - Cuba/Brésil et le pétrole
6 - GDF/SUEZ au Brésil
7 - La FNME en Colombie
7 - La FNME en Uruguay
8 - La FNME en Argentine
8 - Cuba : triomphe de la révolution

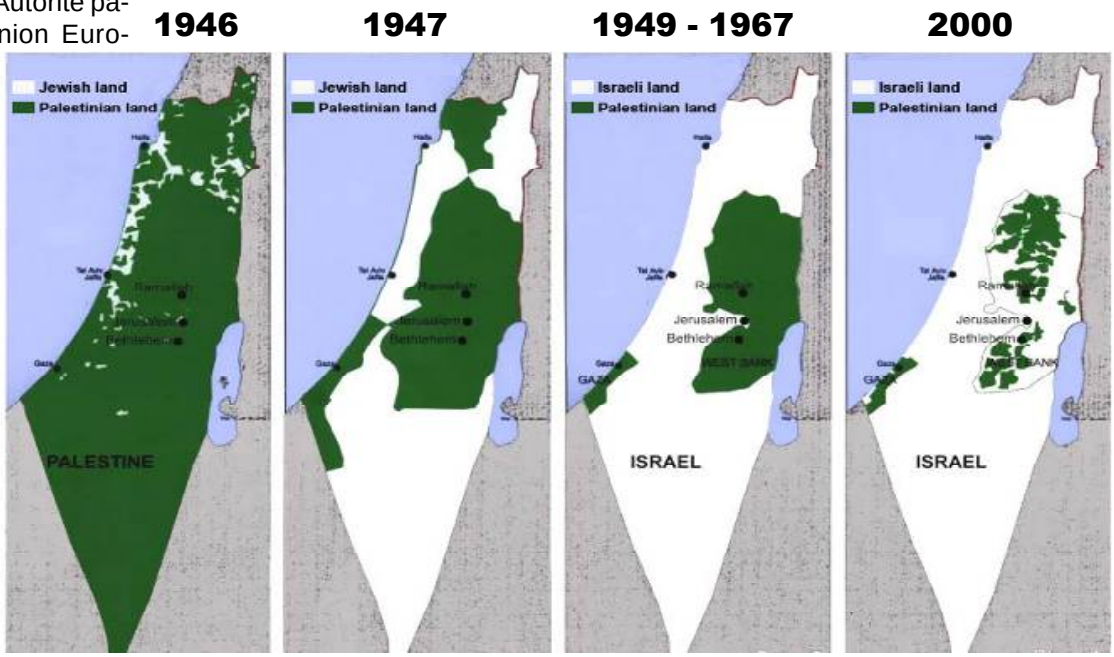
Condamnation immédiate

Tout en rejetant toutes les sources de violences contre les populations civiles, la FNME condamnait dès le 29 décembre l'agression israélienne contre la Palestine et ses populations de Gaza, dont tout prouvait déjà qu'elle serait un carnage collectif. Elle demandait aux salariés des mines et de l'énergie d'exiger un cessez feu immédiat et une paix juste basée sur le respect des résolutions internationales.
La Cgt s'adressait au même moment et dans le même sens à tous les salariés, appelant début janvier à des manifestations unitaires qui eurent lieu dans 70 villes françaises, dont Paris où se rassemblèrent plus de 100 000 personnes.

Empêcher le dépeçage de la Palestine

C'est le cri d'alarme lancé par Leila Shahid, représentante de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union Européenne : «Si la communauté internationale avait réagi plus fermement à l'offensive aérienne israélienne l'État hébreu ne se serait pas permis une offensive terrestre. Or cette opération a été planifiée, il y a plus de six mois ; la presse israélienne n'en fait pas mystère. Elle est d'une telle envergure qu'elle ne peut pas être une simple réponse à une rupture de cessez-le-feu. Le résultat de cette offensive est bel et bien le renforcement du Hamas. Mais aussi un carnage contre la population civile : c'est elle qui paie le plus lourd tribut aux bombardements. Les attaques visent tout un peuple, et pas seulement Gaza et le Hamas.(...) La propagande israélienne, selon laquelle cette offensive aurait recueilli une approbation tacite de l'Autorité palestinienne est une supercherie.

La Palestine perd son territoire depuis 1946



Au-delà de cet aspect, il existe une peur réelle et justifiée qu'Israël veuille séparer définitivement la bande de Gaza de la Cisjordanie en disant qu'elle doit être prise en charge par l'Égypte, tout comme ce qui restera des territoires non colonisés en Cisjordanie par la Jordanie. C'est très grave : cela signifierait le dépeçage de la Palestine qui subit déjà la colonisation, le mur, l'annexion de Jérusalem. Cette hantise du dépeçage est réelle au sein de l'Autorité palestinienne, de la population palestinienne et des pays arabes voisins».

GAZA : appel aux consciences

Ci-dessous l'appel de Ligue des Droits de l'Homme signé par le Secrétaire Général de la CGT Bernard THIBAULT

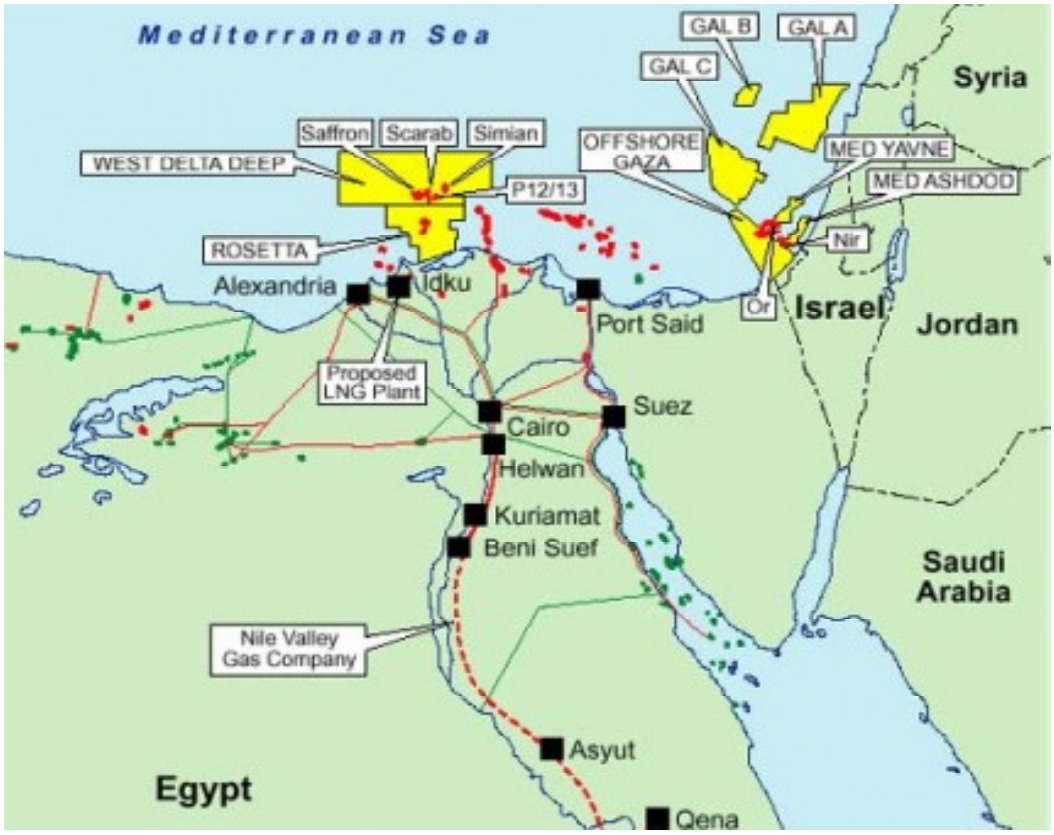
La Ligue des droits de l'Homme déclare notamment : «Si toute violence contre des civils (à Gaza et en Israël NDLR) est une violation des conventions de Genève, rien ne peut justifier le blocus infligé depuis des années à Gaza pas plus que, aujourd'hui, l'engagement massif et meurtrier de l'armée israélienne. Cette situation prend racine dans le déni d'existence dont est victime le peuple palestinien et remédier à l'humiliation quotidienne qu'il subit exige de rompre avec l'impuissance. Ce qui se passe aujourd'hui à Gaza et dans les territoires occupés nous concerne tout simplement parce que notre

conscience nous interdit de nous taire. Nous sommes déterminés à faire entendre notre voix pour qu'il soit, en premier lieu et d'urgence, mis un terme aux combats en cours. Nous exigeons du gouvernement français qu'il porte auprès des Nations unies une résolution ordonnant un cessez-le-feu immédiat sous peine de sanctions, le retrait des forces israéliennes hors de Gaza et l'installation d'une force de protection. Nous exigeons du gouvernement français et de l'Union européenne qu'ils suspendent l'accord d'association avec l'Etat d'Israël et cessent toute coopération militaire avec ce dernier. Nous exigeons de la communauté internationale qu'elle fasse respecter ses propres résolutions qui sont la base d'un règlement du conflit. Nous en appelons à la conscience de chacun pour qu'une paix juste et durable s'installe enfin dans cette région du monde».

signez la pétition
www.ldh-france.org

Guerre et gaz naturel : Invasion israélienne et gisements gaziers au large de Gaza

L'invasion militaire de la Bande de Gaza par les forces israéliennes, est en relation directe avec le contrôle et la possession de réserves stratégiques de gaz offshore. Il s'agit d'une guerre de conquête. Découvertes en 2000, d'immenses réserves de gaz gisent au large de la côte de Gaza. Des droits d'exploitation gazière et pétrolière de 25 ans, signés en novembre 1999 avec l'Autorité Palestinienne (PA), ont été accordés à British Gas (BG Group) et à son partenaire d'Athènes, Consolidated Contractors International Company (CCC), propriété du Liban et de la famille Sabbagh Koury. Les droits sur le gaz offshore se montent respectivement à 60 pour cent pour BG, 30 pour cent pour CCC, et 10 pour cent pour le Fonds d'investissement de l'Autorité Palestinienne (Haaretz, 21 octobre 2007). L'accord PA-BG-CCC inclue l'aménagement des gisements et la construction d'un gazoduc. (Middle East Economic Digest, 5 janvier 2001). La licence de BG couvre la totalité de la zone maritime au large de Gaza, laquelle est contiguë à plusieurs installations gazières offshore israéliennes. (Voir la carte ci-dessous). Il convient de noter que 60 pour cent des réserves gazières le long de la côte de Gaza et d'Israël appartiennent à la Palestine. BG Group a foré deux puits en 2000 : Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2. British Gas estime que les réserves sont de l'ordre de 1,4 billions de pieds cubes (plus de 39 milliards de m3), évaluées à environ 4 milliards de dollars. Ce sont les chiffres publiés par British Gas. La taille des réserves de gaz palestiniennes pourraient être bien plus importantes.



Euro-manifestation 16 décembre 2008

Le 16 décembre, plus de 15 000 syndicalistes venant de toute l'Europe ont manifesté à Strasbourg à l'initiative de la Confédération européenne des syndicats (CES), pour demander au Parlement européen de ne pas affaiblir la directive sur le temps de travail, ce qui marquerait une régression sociale et donnerait un très mauvais signal en ces temps de récession économique et à l'approche des élections européennes. La directive sur le temps de travail est un élément clé de l'Europe sociale et elle ne peut pas être bradée.

Les syndicats européens ont défilé dans les rues de Strasbourg ce 16 décembre, à la veille du vote du Parlement européen, sur la révision de la directive sur le temps de travail sous le mot d'ordre 'Priorité aux droits des travailleurs, et non aux heures de travail à rallonge'. L'objectif de cette Euro-manifestation syndicale était de mettre en arde les membres du Parlement européen de ne pas adopter une révision de la directive qui conduirait à une régression dans le domaine de la politique sociale.

Crise financière en Afrique : la politique de la rente est révolue.

Aujourd'hui, l'impact de la crise financière et économique mondiale frappe de plein fouet le continent Africain et en particulier le secteur minier où l'économie des pays, largement dépendante de l'exploitation de ses ressources naturelles, est mise à mal dû en partie à la chute des cours des matières premières. Les pays africains ont abandonné toutes les autres ressources comme l'agriculture, la pêche, l'élevage, etc… qui les rendent dépendant des autres pays et qui renforce la dette. Il est important pour l'Afrique de mettre l'accent sur l'agriculture permettant l'autosuffisance alimentaire. Il y a aussi un manque certain de politique et de stratégie sur le long terme basé sur un réel effort en matière de formation professionnelle et sur de réels investissements créateurs de richesses tel le secteur de l'industrie. Il est vrai que les gouvernements, qui se satisfaisaient des rentes, sont en partie responsables de cette situation, mais pas seulement, les pays du Nord ont aussi une responsabilité profitant de la richesse du sous sol africain et imposant des stratégies économiques pour leur propre intérêt sans aucun bénéfice en retour pour les peuples. Aujourd'hui, au Gabon, l'économie largement dépendante de l'exploitation de ses ressources naturelles, notamment du pétrole, est actuellement confrontée à la chute des cours des matières premières et à l'épuisement de ses champs pétrolifères. Le Gabon, qui n'a pas réussi, en l'espace de 40 ans, à diversifier son économie vers les services, le tourisme, l'agriculture, la pêche et l'élevage et à développer ses infrastructures de base, subit par conséquent de plein fouet, la crise économique mondiale. La FNME/CGT s'est rendue en République Démocratique du Congo en décembre 2008 et a pu constater, notamment dans la région du Katanga, région riche en matières premières que le développement de cette région dépend des aléas des cours des matières premières. En effet, Lubumbashi, capitale du cuivre, est en train de mourir suite à l'abandon d'une partie importante des mines par les grands consortiums miniers qui, considérant que les cours miniers ne sont plus rentables, quittent la région. Cette

déstructuration se traduit par la mise au chômage technique de plusieurs centaines de salariés. Il nous semble important, au regard de cette situation inacceptable, d'appliquer une politique de développement de l'agriculture, notamment dans une région avant tout agricole mais aujourd'hui dépendante de la Zambie qui elle, a choisi la voie de l'indépendance économique. Comment est-il possible qu'une région comme le Katanga, terre propice à l'agriculture ne puisse satisfaire ses besoins alimentaires et soit obligée d'importer ses aliments de base comme le maïs, etc… Dans un pays exsangue de services publics après des années de guerre, dans un pays où la maitrise de l'extraction minière est à la solde de consortiums miniers étrangers, la République Démocratique du Congo ne se relèvera que si, entre autres, elle maîtrise dans la transparence, l'honnêteté et la démocratie, tout ce que contient son sous sol. Ce combat est forcément difficile à engager et encore plus difficile à gagner. En effet, les enjeux sont énormes, mais nous le savons tous, il n'y a pas de victoire sans bataille. Nous devons regarder ensemble devant, peuples du Nord et du Sud et prendre notre place pour être force de propositions sur des alternatives sociales et économiques pour le développement de l'Afrique. Le continent africain ne doit pas subir les conséquences de la crise financière. Les gouvernements du Sud et du Nord, les institutions internationales doivent payer le prix pour un réel développement et notamment arrêter les pillages.

Situation en Guinée

(propos receuillis par un journaliste du journal " LE MONDE "
Secrétaire générale de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG), Rabiatou Serah Diallo est le symbole du syndicalisme guinéen. Opposante à l'ancien président Lansana Conté, mort le 22 décembre 2008 après 24 ans de pouvoir, elle a mené en 2006

le premier mouvement de grève générale du pays avant de récidiver en 2007. Le mouvement fut réprimé dans le sang par une partie de l'armée

Comment avez-vous accueilli l'annonce du coup d'Etat par une junte militaire ?

Un coup d'Etat contre un cadavre n'est pas un coup d'Etat ! Les jeunes officiers du CNDD (Conseil national pour la démocratie et le développement dirigé par le capitaine Dadis Camara) ont occupé un siège vacant. Le premier qui s'est jeté dessus l'a pris. Et nous, syndicalistes, nous nous réjouissons qu'il l'ait fait. Dieu merci, il n'y a pas eu d'effusion de sang. Parce qu'en apprenant la mort de Lansana Conté, j'ai vu arriver la guerre civile. A cause de l'ethnocentrisme qui règne au sein de l'armée. C'était à quel général allait prendre le pouvoir pour le profit de son ethnie !

Faites-vous confiance à Dadis Camara lorsqu'il déclare n'être là que pour assurer la transition démocratique ?

Le CNDD a l'air flexible. Ses membres savent qu'ils ne doivent pas rester au pouvoir trop longtemps. Deux ans (le délai initialement avancé par le CNDD avant d'organiser des élections présidentielle et législatives), c'est trop long, un an suffit. La question est de gérer la transition démocratique avec quelques préalables : toiletter l'armée où subsistent des éléments incontrôlés, donner un visage civil au CNDD en lui confiant une mission claire ou constituer une autre structure, réformer la Constitution en rééquilibrant les pouvoirs au profit du législatif, définir le nombre et la durée des mandats présidentiels...Le CNDD nous a demandé de présenter des programmes de société. Mais c'est trop tôt. Il y a trop de problèmes de fond à la fois. Tout est prioritaire en Guinée et nous ne pouvons pas tout faire. Ne nous leurrons pas, ce n'est pas demain que les gens accéderont à l'eau, l'électricité, l'éducation, la santé... Tout en réglant la question de la corruption et du trafic de drogue. Donc la priorité, c'est de fixer l'échéance électorale - après avoir terminé le recensement (seulement un sixième des électeurs ont été enregistrés) - pour désigner des autorités qui géreront le développement. Ce n'est pas au CNDD de le faire.

La population aura-t-elle la patience d'attendre ?

Environ 70 % des Guinéens sont analphabètes. Il faut leur expliquer pour créer une motivation, une dynamique populaire. Il est difficile pour eux de croire de nouveau aux promesses. Ils veulent sortir du cauchemar qu'ils vivent et attendent des mesures concrètes. Mais les gens comprennent quand on leur explique.
En 1984, Lansana Conté avait aussi promis de rendre le pouvoir rapidement. Or sa "transition" a duré 24 ans...
Aujourd'hui, les consciences sont réveillées. Les événements de 2006 et 2007 ont montré que l'on peut revendiquer ses droits. Même si ce n'est pas le cas de tout le monde, beaucoup de gens n'ont plus peur.

Comment entendez-vous participer à cette transition ?

Il faudrait que nous - société civile, syndicats, partis politiques - soyons unis pour analyser sereinement la situation. Pour le moment, les partis politiques n'arrivent pas à s'entendre sur certains points, dont l'ordre des élections : certains veulent la présidentielle avant les législatives, ce qui, à mon sens, est une mauvaise idée. Mais nous, syndicats, et les représentants de la société, nous nous sommes déjà entendus. J'espère que les politiques nous suivront. Ils ne doivent pas oublier que s'ils sont les garants du changement, nous en sommes les acteurs. Si nous ne marchons pas en rangs serrés alors nous courrons le risque de subir un revers.
Il y a un quasi-consensus en Guinée pour approuver le coup de force, pourtant la communauté internationale le condamne.

Etes-vous surprise ?

Il faut condamner toute prise de pouvoir par la force et les armes, même s'il n'y a pas d'effusion de sang. C'est une question de principe. Mais il faut également comprendre que la Guinée n'est pas un pays comme les autres. On ne peut pas parler de respect de l'ordre constitutionnel (le président du Parlement aurait dû succéder au président Conté) alors que cette Constitution n'était plus appliquée depuis cinq ans ; qu'elle était violée à plusieurs reprises. Mais il ne faut pas sanctionner ce peuple guinéen qui souffre et leur faire payer les actions de quelques nantis.

Cuba/Brésil et le pétrole

Petrobras signe un contrat d'exploration avec Cupet

Le Président brésilien Luiz Ignacio Lula da Silva et son homologue cubain Raul Castro ont approuvé à La Havane la signature d'un contrat d'exploration entre la société brésilienne Petrobras et la cubaine Cupet relatif à la zone économique exclusive cubaine du golfe du Mexique. Selon ce contrat, Petrobras pourra prospecter pendant 7 ans une zone de 1 600 Km², à une profondeur d'eau de 500 à 1 600 mètres. Des investissements de 8 millions de dollars sont prévus dans un premier temps et Petrobras disposerait d'un contrat d'exploitation conjoint avec Cupet de 25 ans si du pétrole était trouvé. Les autorités cubaines estiment à 21 milliards de barils les réserves de pétrole non prouvées dans la zone économique du Golfe du Mexique où plusieurs sociétés étrangères réalisent déjà des travaux d'exploration, mais sans résultat jusqu'ici. Les sociétés Repsol-YPF, Statoil-Hydro, ONGC Videsh, PDVSA, Petroles Vietnam et Petronas disposent de contrats dans cette zone.

GDF/SUEZ au Brésil

Après des mois de bataille juridique, le coup d'envoi a été donné à GDF/SUEZ au Brésil pour engager la construction du barrage de Jirau en Amazonie dont la capacité installée s'élève à 3 300 mégawatts. Un contrat de quelques 4 milliards d'euros. " Jirau est la priorité absolue " a déclaré Mauricio Bähr, le président de Suez Energy au Brésil. Il s'agit de l'une des deux grandes centrales hydroélectriques que le gouvernement a décidé de faire construire sur le fleuve Madeira. Le début de la production est prévu pour 2012. Le Brésil est un marché phare pour GDF/SUEZ. Le groupe franco-belge y est déjà le premier producteur d'électricité du secteur privé avec une puissance de 7 000 mégawatts, le niveau le plus élevé au monde pour l'entreprise en dehors de la Belgique. Dans le pays le potentiel hydraulique encore inexploité s'élève à quelque 230 000 mégawatts. Un nouvel appel d'offres pour un mégaprojet de plus de 10 000 mégawatts doit être lancé l'an prochain. L'appétit énergétique du Brésil est énorme. Le Brésil a besoin de 4 500 mégawatts supplémentaires chaque année pour soutenir son effort de croissance à moyen terme.

Le Brésil accueille déjà le barrage d'Itaipu, la plus grande centrale hydroélectrique au monde après celle des Trois Gorges en Chine

La FNME en Colombie

La FNME a rencontré durant deux jours le syndicat de l'énergie de Colombie, le SINTRAELECOL.
Le SINTRAELECOL a la volonté de s'organiser en syndicat national des industries (charbon, chimie, électricité, gaz, mines), et de se développer vers la sous traitance qui représente 70% des travailleurs. Pour exemple, ENDESA société électrique, comprend 1 salarié pour 6 sous-traitants. Le problème de la sous-traitance devient un véritable fléau pour les syndicats colombiens, c'est une de leur revendication prioritaire.
A l'occasion de cette rencontre un des camarades nous a exposé le problème des assassinats en Colombie, où de nombreux syndicalistes sont depuis des années victimes de persécutions allant jusqu'à l'assassinat. Pour l'année 2008, 50 camarades assassinés et 259 sont soit détenus, soit ont disparus.
Nous avons rencontré la CUT et son secrétaire général et plusieurs syndicats d'autres métiers (Chimie, charbon, verrerie). Le syndicalisme en Colombie parait très compliqué à mettre en œuvre, déstabilisation par la mise en place de zones franches sans aucune loi du travail, fermeture du Ministère du travail, licenciement des travailleurs à l'origine de l'activité syndicale, soutien du patronat par le gouvernement et les persécutions et assassinats des militants. Depuis sa création en 1936, 2700 dirigeants ont été assassiné sans aucune enquête ni procès. Concernant le droit à l'énergie, 25 % du pays n'est pas alimenté en électricité, principalement du fait de la géographie. Les colombiens sont confrontés également à des coupures fréquentes pour cause de non paiement. A l'issue de ces deux journées, nous avons proposé de travailler ensemble la question de la sous-traitance.

La FNME en Uruguay

Le syndicat AUTE a reçu la FNME deux jours, durant lesquels nous avons pu échanger sur la situation du pays. La dictature militaire a chuté en 1984. Depuis commence un début de liberté syndicale. Jusqu'en 2004, la droite a été au pouvoir. Les élections ont lieu tous les 5 ans. Sous la pression populaire, les partis de gauche, communistes, socialistes, démocrates chrétiens, gauche nationale, mouvement de libération nationale, se sont unis au sein du mouvement " Frente Amplio " pour présenter un seul candidat sur un programme aux élections. Ainsi, en 2004, le Frente Amplio remporte les élections. Il y a trois ans, il n'y avait ni pétrole, ni gaz en Uruguay. L'exploitation minière sert à extraire des pierres pour fabriquer du ciment. Un travail d'exploration aquatique a été entrepris, une société d'Etat pour le pétrole et le gaz vient d'être créée et d'ici 4 à 5 ans pétrole et gaz seront disponibles. Depuis le changement de gouvernement, le pourcentage d'affiliation syndicale a augmenté de 150%. Il y a 300.000 adhérents sur 1,2 million de travailleurs. 30% de femmes travaillent dans le secteur de l'énergie, 12% sont syndiquées. L'électricité est produite à 80% à partir d'hydraulique. Compte tenu de la sécheresse, imputée au changement climatique, les besoins n'ont pas pu être satisfaits. La droite pousse (politiquement) à passer au nucléaire (alors qu'une loi interdit la production nucléaire). La bataille importante du moment est d'abolir la loi qui amnistie ceux qui ont participé à l'assassinat de syndicalistes. Les syndicats font signer une pétition et s'ils recueillent 300 000 signatures (10% de la population), la loi devra être réexaminée. Ce qui préoccupe les syndicalistes et la population c'est de faire en sorte que le Frente Amplio reste bien uni pour les élections d'octobre 2009, afin d'éviter que la droite revienne au pouvoir. Nous avons également échangé, comme dans les autres pays, sur nos visions du syndicalisme international, notre travail avec l'OEIM et notre position vis à vis de l'association " Droit à l'Energie ".Nous avons été sollicités pour un séminaire sur les questions du nucléaire. En effet, compte tenu de l'offensive de la droite sur le sujet, la question se pose au sein du gouvernement. Les syndicalistes, et en premier lieu bien sûr, ceux du secteur, souhaitent maîtriser les enjeux que le choix du nucléaire impliquerait. Ils souhaitent avoir des arguments pour se forger leur propre idée. Nous avons convenu que cette formation pourrait avoir lieu juste avant ou après le 60ième anniversaire de leur syndicat, le 4 avril où nous sommes invités.

La FNME en Argentine

Le 7 décembre dernier la FeTERA (Fédération des Travailleurs de l'Energie de la République d'Argentine) a reçu une délégation de la FNME à Buenos Aires. Dans une ambiance de camaraderie et de profondes préoccupations pour les conséquences de la crise mondiale du système capitaliste, nous avons analysé les effets et les alternatives face à l'aggravation des problèmes de licenciements, des pertes de droits du travail et sociaux qui retombent directement sur les travailleurs. Dans le domaine de l'énergie nos deux fédérations ont réaffirmé que l'énergie n'est pas une marchandise comme les autres, mais un bien social qui doit être au service des besoins des peuples et de la construction d'une société pacifiste et solidaire. Pour ces raisons nous avons conjointement indiqué que le champ de l'énergie doit se développer en en fonction des nécessités stratégiques des peuples et non pour l'avidité des actionnaires qui dégrade le milieu ambiant et exploite les ressources de manières irresponsables. Nous avons également rejeté toute forme d'usage des forces militaires utilisées pour l'appropriation des sources d'énergie.
Nous avons signé une déclaration conjointe pour réaffirmer une fois de plus la volonté de continuer à développer nos relations et d'articuler avec d'autres institutions sociales qui partagent l'objectif commun de vivre dans une société plus juste, égalitaire et solidaire.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise du capitalisme

1er janvier 1959 : triomphe de la révolution cubaine

Les travailleurs cubains fêteront en 2009 deux dates historiques très significatives: le 50ème anniversaire de la Révolution et le 70ème de la constitution de la Centrale des Travailleurs de Cuba 5 (CTC). Les 3 cyclones qui ont ravagé l'île en quelques jours et entrainé des pertes économiques pour un montant de 10 milliards de dollars n'ont pas empêché que les travailleurs continuent à accomplir leur devoir internationaliste. La présence de milliers d'enseignants, de techniciens, de personnels de la santé parmi d'autres, dans quelques dizaines des pays dont les peuples ont subi le ravage de la nature ou bien qui souffrent de la pauvreté et des limitations imposées par le sous-développement, en sont des preuves. Le passage de ces phénomènes naturels nous réaffirme la conviction que les travailleurs cubains iront de l'avant et récupéreront des dommages et des affectations subies, grâce à l'effort de tous et aussi grâce a la solidarité internationale dont ont fait preuve divers pays de tous les continents. Malgré le blocus infligé par les USA, les coups bas, les tentatives de déstabilisations, les infiltrations, les médias qui déversent leurs mensonges, l'emprisonnement de ceux qui font barrage aux trahisons (les 5 de Miami, injustement emprisonnés depuis 1998)...malgré tout cela... CUBA nous montre que le socialisme n'est pas mort, que des alliances internationales sont possibles (l'ALBA), aux antipodes des carcans voulus par les états impérialistes, et de celui qui nous est proche : l'Europe de Maastricht. Que reste-t-il désormais de la " chasse gardée ", du " jardin américain " aux Amériques? A chaque fois que les peuples d'Amérique participent à une élection libre et démocratique, ils s'affranchissent de la tutelle US et élisent des dirigeants progressistes. Il ne reste plus à la botte des Etats-Unis, et pour combien de temps encore, que le Pérou et la Colombie dont les peuples sont en lutte contre leurs régimes despotiques.